

La Fête du Travailleur catalan (p. 6)

COMMUNISTES

Répondre aux urgences pour la France

(p. 4)

Vidéo

En proposant l'allongement de l'âge de départ à la retraite E. Borne franchit une ligne rouge.



Gauche

Effectué du 26 au 28 juin, sur un échantillon de 1 000 personnes, le sondage de l'institut Kantar Public demandait: « Pour chacune des personnalités suivantes, souhaitez-vous lui voir jouer un rôle important au cours des mois et des années à venir? » Avec 23 % de réponses positives, Fabien Roussel arrive en 9e position sur plus de 40 noms. « Il n'a jamais été aussi haut dans le baromètre », note Kantar. Il est en tête des personnalités de gauche, gagnant 6 points en un mois, 18 points à gauche, à 47 %.

Gérard Streiff

SOUSCRIPTION 2022 (cliquez)

Je verse: €

"Donner les moyens au PCF d'intervenir"

Chèque à l'ordre de "ANF PCF": 2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19

Pour un débat approfondi

Fabien Roussel présentait son rapport à la réunion du CN du 2 juillet comme "un premier temps d'échange après une séquence électorale qui appelle un débat approfondi". Extraits concernant le score de l'extrême droite puis les résultats de la Nupes.

Après avoir atteint un score historique au second tour de l'élection présidentielle avec Marine Le Pen, l'extrême droite dispose désormais du deuxième groupe à l'Assemblée nationale, avec 89 députés. Un plafond de verre a sauté, tant à la présidentielle qu'aux législatives. Cette nouvelle donne remet en cause toutes les certitudes sur la soi-disant impossibilité pour l'extrême droite d'accéder au pouvoir.

Alors que la droite va connaître un processus de recomposition et de redéfinition de sa stratégie, ce poids nouveau de l'extrême droite peut lui permettre d'appliquer une solution autoritaire et brutale à la crise française. Il n'est pas anodin qu'une fraction non négligeable de l'électorat de droite ait voté sans états d'âme pour les représentants du RN pour battre la gauche unie lors de ces législatives.

Une telle perspective ne doit pas être minimisée, surtout quand on en connaît les conséquences pour les libertés, pour la démocratie, pour les droits sociaux. Décidément, comme nous n'avons cessé de le dire, la République est bien le grand enjeu du moment.

Nous avons besoin de travailler sérieusement sur les ressorts du vote en faveur de l'extrême droite. C'est quand même la force grande gagnante de ces élections.

Les voix de ses candidats ont progressé de plus de 6 points avec 1,7 million de voix en plus au premier tour de la présidentielle, et 7,5 points et 2,6 millions de voix au second tour par rapport à 2017. L'extrême droite progresse aussi fortement en nombre de voix dès le premier tour, s'invitant même maintenant dans les centres urbains.

Contrairement à 2017, Marine Le Pen a confirmé sa percée aux deux tours des élections législatives, malgré sa défaite face à Macron.

Depuis des années, l'extrême droite travaille à s'implanter dans les territoires. Elle s'emploie avec méthode à détourner la désespérance sociale et la colère d'une partie des classes populaires au profit de son projet de division du peuple de France.

Elle est désormais parvenue à apparaître, aux yeux d'un large pan de l'électorat, comme un débouché possible pour une volonté de changement qui ne trouve pas d'écho suffisant à gauche.

C'est ce qui explique le vote d'un si grand nombre d'électeurs de la France dite périphérique, de ces territoires où la dégradation des politiques publiques se fait ressentir plus durement qu'ailleurs.

Dans de nombreux départements ou de circonscriptions, les habitants ont vu les bureaux de Poste fermer, puis les permanences de la Sécu, puis la gare, la ligne de train du quotidien, la trésorerie municipale, puis les gen-

darmeries, les commissariats.

En même temps, ce sont les usines qui ont disparu, laissant derrière elles des territoires exsangues, avec des écoles, des hôpitaux, des commerces qui ferment dans la foulée.

Regardez la carte électorale du RN et vous trouverez des territoires abandonnés par les services publics mais aussi meurtris par les fermetures d'usines telles que Bridgestone, Renault, Peugeot ou Ford, disparues au cours de ces dernières années.

Dans ces campagnes, dans ces territoires semi-ruraux et semi-urbains, le RN fait carton plein, mais en plus la gauche est à la peine. Quand bien même elle est unie.

C'est d'ailleurs dans ces circonscriptions que le discours anti-voiture, anti-police, anti-nucléaire... de certains candidats de la Nouvelle union populaire, écologique et sociale ne sont pas toujours bien passés.

C'est bien tout l'enjeu des semaines et des mois à venir : réussir à convaincre autant les habitants des grandes villes, des métropoles, que ceux de la campagne et de la ruralité. Ne les opposons pas !

Pour une réflexion stratégique poussée

[...] À cet égard, l'alliance électorale constituée par la Nouvelle union populaire, écologique et sociale a indéniablement permis de répondre au désir d'union du peuple de gauche. Elle a favorisé le retour du clivage droite-gauche dans les confrontations politiques nationales. Elle a acté la convergence de toutes les composantes de gauche sur une série d'objectifs communs, de propositions communes, sans pour autant dissimuler les différences et les désaccords.

Elle a permis de qualifier de nombreux candidats de gauche au second tour et de faire élire un nombre bien plus important de députés de gauche. Ils sont ainsi un peu plus du double de ce qu'ils étaient sous la précédente législature. Maintenant que les groupes ont été déposés à l'Assemblée nationale, il n'y aura plus de débat sur les chiffres. Les députés issus de ces 4 groupes politiques et qui ont été élus avec l'étiquette Nupes sont au nombre de 151, le groupe LFI 75, le groupe PS 31, le groupe écologique 23 et le groupe GDR 22.

Nous sommes donc au nombre de 151, donc 151 à défendre nos propositions défendues dans le cadre des législatives.

Il s'agit là de résultats très positifs, auxquels nous avons largement contribué. Ne boudons pas ce résultat.

Je sais que l'accord conclu après trois longues semaines de discussion,

largement validé par nos directions réunies quotidiennement, a été difficile à avaler dans beaucoup d'endroits où des candidatures remarquables auraient pu l'emporter et permettre de gagner plus de députés de gauche. Je pense notamment à Bagneux, à Vénissieux, à Villejuif, villes où notre parti avait toute la légitimité politique, et avec des femmes candidates, à obtenir l'investiture de notre union...

Nous n'avons pas réussi à obtenir leurs investitures.

Si nous ne gagnons que deux députés, c'est bien parce que nos partenaires ne partageaient pas notre conception de la construction des candidatures et nous ont imposé des circonscriptions difficiles, malgré de solides atouts avec nos candidats.

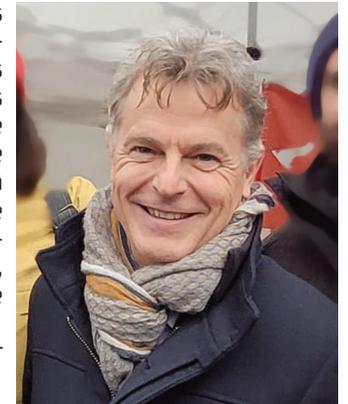
Un autre constat s'impose : nous n'avons pas retrouvé les scores cumulés des quatre candidatures de gauche à la présidentielle ; nous n'avons pas suscité l'élan de remobilisation qui aurait pu faire refluer l'abstention. Résultat : le total des voix recueillies par notre coalition électorale n'a pas progressé par rapport au total des suffrages de gauche de 2017, contrairement à l'extrême droite.

Tout cela appelle, à gauche, une réflexion stratégique poussée.

C'est le sens du courrier que j'ai adressé aux responsables des trois forces politiques afin de pouvoir en parler en toute franchise, sans tabou. L'objectif est de progresser, d'être constructifs, d'avancer et de ne pas briser le formidable espoir né de cette union.

Si nous voulons relever les défis immenses auxquels nous sommes confrontés, il nous faut aller plus loin, être capables de parler à tous les Français, ceux des banlieues comme ceux de la campagne. Nous devons être capables d'aborder ensemble les questions essentielles du travail, de la souveraineté énergétique, de l'égalité des citoyens, de l'abandon des territoires ruraux, de la peur du déclassement de nombreux salariés.

C'est maintenant, dans l'action, que ces rassemblements doivent se construire, partout, dans nos régions, dans nos départements, dans nos villes. Et j'invite les communistes à être à l'initiative en invitant tous les citoyens à débattre des urgences dans chaque territoire. ✪



Répondre aux urgences pour la France

Résolution du conseil national du PCF

Au lendemain de l'élection présidentielle et des élections législatives, alors que les crises s'aggravent violemment, notre pays doit affronter d'immenses défis : la réponse urgente aux difficultés quotidiennes de nos concitoyen-ne-s, la nécessaire action pour la paix en Europe et contre le réchauffement climatique. Face au nouvel épisode violent de la crise économique et aux désastres sociaux, écologiques et humains qui s'annoncent et à la crise de régime qui est ouverte, la construction d'une France des Jours heureux pour toutes et tous est plus que jamais à l'ordre du jour.

Désormais privé de majorité à l'Assemblée nationale, le Président de la République n'a pas de majorité pour son projet politique. Or, Emmanuel Macron reste le serviteur zélé de la finance qui est déterminée à poursuivre la destruction des grandes conquêtes sociales.

Dans cette situation inédite, nous alertons les Français-es : pour obtenir une majorité, le risque est grand qu'il s'appuie sur les autres forces de droite, dont le projet est très similaire au sien, et sur le Rassemblement national, dont le projet ne s'attaque en rien aux fauteurs de crise que sont les grands détenteurs de capitaux et veut soumettre le pays à une violente politique xénophobe et raciste qui menace gravement la République.

Refusant tout accord de gouvernement, les communistes appellent à la mobilisation pour combattre cette alliance avec force et esprit de rassemblement et mettre en échec ses projets de régression sociale. Nous serons constamment une force de proposition pour répondre aux attentes des citoyen-ne-s, des salarié-e-s.

Nous, communistes, avons une grande ambition pour la France.

Nous voulons ouvrir la voie à une politique qui tire vraiment les leçons de la pandémie et de la crise et rassembler, dans toutes les villes et villages de France, le monde du travail et de la création, toutes les forces qui seront déterminées à s'unir au service des exigences populaires. Nous pensons qu'une perspective d'espoir pour la France et son peuple exige la remise en cause radicale de la domination du capital, indispensable pour agir contre les diktats des marchés financiers.

C'est le sens du projet présidentiel présenté par Fabien Roussel et des propositions portées par les communistes dans la Nouvelle union populaire, écologique et sociale aux élections législatives.

Et c'est le sens de notre conception du rassemblement articulant luttes immédiates, propositions de transformation sociale, conquête de moyens et de pouvoirs pour sortir des logiques capitalistes que nous impose le système. Un rassemblement dans lequel l'autonomie de chaque force politique se conjugue à la recherche d'actions communes.

C'est ainsi que nous pourrions élargir les dynamiques de mobilisation, pour travailler dès aujourd'hui à un rassemblement majoritaire plaçant l'humain et la planète au cœur de réformes heureuses, populaires.

Bien que le total des voix recueillies par notre union n'ait pas progressé par rapport au total des voix des forces de gauche en 2017, le succès de la Nupes aux élections législatives, qui en fait la première coalition d'opposition au Parlement, constitue un point d'appui précieux.

Alors que la gauche était annoncée grande perdante de la dernière séquence électorale, elle a contribué à mettre en minorité le parti présidentiel à l'Assemblée nationale et à revaloriser le rôle du Parlement. Pour gagner demain, nous voulons donc partir

de cet acquis et engager les débats et les mobilisations indispensables, en lien avec les actions parlementaires, pour construire un rassemblement plus large, jusqu'à ce qu'il devienne majoritaire.

Les 22 député-e-s communistes et d'outre-mer du groupe de la Gauche démocrate et républicaine – Nupes, présidé par André Chassaigne, sont d'ores et déjà engagé-e-s pour être une force de proposition autonome à l'Assemblée et travailler en collaboration avec les autres groupes parlementaires de la Nupes. Avec le groupe Communiste, républicain, citoyen et écologiste (CRCE) au Sénat, dont la présidente, Éliane Assassi, vient de déposer une proposition de loi pour encadrer l'usage des cabinets conseils, avec nos élu-e-s des collectivités territoriales et l'ensemble des militant-e-s communistes, c'est une force qui comptera dès les prochaines semaines.

Le PCF appelle les forces vives du pays, les composantes de la Nupes et toutes les forces de gauche et écologistes, sociales et citoyennes, à constituer partout en France des comités d'action, pour débattre des urgences dans chaque territoire, engager des luttes et des initiatives pour résister à toute régression sociale, comme le recul de l'âge de départ en retraite à 65 ans et obtenir des victoires pour changer tout de suite la vie du plus grand nombre. Cela implique des objectifs sociaux et écologiques ambitieux, la mobilisation de moyens financiers et la création de pouvoirs d'intervention des citoyen-ne-s et des salarié-e-s.

En ce sens, **les communistes formulent 10 propositions pour la France, qu'il est possible de mettre en œuvre dès les prochains mois :**

1. Porter le Smic et la retraite minimum à 1 500 euros net (1 923 euros brut), augmenter de 10 % le point d'indice des fonctionnaires, organiser une conférence nationale sur les salaires, contraindre les entreprises à l'égalité salariale femmes-hommes, gagner la retraite à 60 ans à taux plein.
2. Supprimer la TVA sur les produits de première nécessité, passer la TVA de 20 % à 5,5 % sur les carburants et taxer à 30 % le résultat imposable des grandes compagnies pétrolières, rétablir l'ISF et engager une réforme pour un impôt sur le revenu plus progressif.
3. Garantir la gratuité totale de l'école et pré-recruter 20 000 personnels d'éducation, rembourser les soins à 100 %, renforcer la Sécurité sociale, mettre en œuvre un moratoire sur les fermetures de lits et former tout de suite pour pré-recruter 30 000 personnels de santé pour l'hôpital public, consacrer 1 % du PIB à la culture.
4. Inscrire le droit à l'IVG dans la Constitution, rouvrir les centres IVG fermés cette dernière décennie et en ouvrir de nouveaux partout où cela est nécessaire et consacrer 1 milliard d'euros à la lutte contre les violences sexistes et sexuelles.
5. Non prise en compte des revenus du conjoint pour le calcul de l'allocation adulte handicapé.
6. Supprimer « Parcoursup », créer un revenu étudiant d'un montant minimum de 850 euros par mois et lancer un plan « Zéro jeune au chômage » pour permettre à chaque jeune d'avoir accès à une formation ou à un emploi bien rémunéré.
7. Engager un plan de 140 milliards d'euros pour l'égalité des territoires, l'emploi et le climat : développement du mix nucléaire-renouvelables pour renforcer notre souveraineté énergétique, réouverture des petites lignes SNCF et aller vers la gratuité des transports publics urbains, rénovation thermique de 700 000 logements,



création d'un fonds alimentaire pour manger sain et à sa faim, accès au numérique pour tous.

8. Nationaliser de grandes banques privées, au service de l'emploi, de la renaissance industrielle, de la transition écologique, développer l'économie sociale et solidaire et les structures coopératives, et conditionner les aides publiques aux entreprises en fonction d'engagements en faveur de l'emploi, des salaires et du climat.

9. Création d'un droit de veto et de contre-propositions des salarié-e-s face aux plans de licenciements et des institutions démocratiques économiques et sociales nouvelles depuis les territoires jusqu'au niveau national.

10. Organisation d'une conférence européenne pour la paix et la sécurité collective et ouverture de négociations pour de nouveaux traités, avec un fonds européen au service des peuples et non de la finance.

Nous serons à l'initiative tout l'été pour aller à la rencontre de nos concitoyen-ne-s avec ces propositions pour le pays, organiser des actions de solidarité pour permettre aux familles populaires de manger sain et à leur faim et de partir une journée à la mer, et nous donnons à toutes et tous rendez-vous à la Fête de l'Humanité, les 9, 10 et 11 septembre prochains pour partager un moment festif et engager en grand le débat politique sur l'alternative à construire avec toutes les forces vives du pays. ✪

Le 2 juillet 2022

CONGRÈS/CALENDRIER

Le 39^e congrès du PCF se déroulera du 7 au 9 avril 2023. Dès le 1^{er} septembre, un site Internet permettra la mise en ligne des contributions. Un Conseil national élira les commissions de transparence et des débats les 17 et 18 septembre. La base commune sera présentée les 3 et 4 décembre par le CN. Les communistes voteront sur les différents textes proposés les 27, 29 janvier.

Avortement

Un droit inaliénable qui doit être constitutionnalisés

Le droit à l'interruption volontaire de grossesse est l'une des grandes conquêtes de notre monde moderne, l'un des symboles de liberté et d'émancipation des femmes. Mais c'est aussi un droit particulièrement attaqué et de manière récurrente !

Acquis de haute lutte en France en 1975, il est sans cesse remis en cause par le système patriarcal, fondé sur la prise de pouvoir et donc le contrôle du corps des femmes. Cette réaction conservatrice touche tous les pays.

En Europe, ce droit est loin d'être acquis et là aussi des forces réactionnaires agissent pour le remettre en cause. Ainsi, la Pologne n'autorise

toujours pas l'IVG, sauf « circonstances exceptionnelles ». Souvenons-nous, en 2016 des millions de femmes polonaises sont descendues dans la rue pour défendre ce droit. Malte, par exemple, connaît une législation encore plus restrictive puisque l'avortement y est totalement interdit.

Notre vigilance, notre engagement pour défendre ce droit doit être constante. Comment oublier qu'en 2013, en Espagne, le gouvernement Rajoy a tenté de faire passer un projet de loi remettant en

cause ce droit, sans succès heureusement grâce à une mobilisation extraordinaire !

Si nous quittons l'Europe pour nous rendre aux États-Unis, l'élection de Donald Trump a été dans ce domaine, comme dans d'autres, une régression totale, avec aussi la fin de l'aide aux associations qui soutiennent l'avortement. Et maintenant la Cour suprême décide de supprimer ce droit protecteur. Conséquence : la moitié des États s'apprêtent à restreindre voire à interdire tout court. Ces exemples, auxquels il faut ajouter également l'interdiction dans de nombreux pays arabes, d'Asie ou d'Amérique latine... montrent bien qu'en 2022, les femmes ne peuvent être totalement libres de choisir d'avoir ou non un enfant, de prendre des décisions qui concernent leur propre corps.

L'avortement continue de soulever des débats violents, houleux, sous l'influence des milieux les plus réactionnaires, masculinistes, du RN qui est maintenant renforcé à l'Assemblée nationale, et toujours sous le poids des fanatiques religieux.

En France nous ne pouvons qu'être inquiètes de la fermeture de 130 centres IVG en 10 ans. Nous ne pouvons qu'être inquiètes des politiques austéritaires imposées à notre système de santé qui participent à l'allongement des délais d'attente, à la raréfaction des médecins, l'éloignement des CIVG, contraignant de plus en plus de femmes à aller à l'étranger pour réaliser une IVG.

Il faut obtenir la suppression de la double clause de conscience, qui est totalement superfétatoire et discriminatoire.

La Nupes, le PCF continueront de se battre pour que ce droit comme celui de la non-marchandisation du corps, soient constitutionnalisés en France ! D'ailleurs c'est inscrit en bonne place dans nos programmes :

Celui des « jours heureux », objectif 5, engagement 77 : Le droit à l'IVG

sera inscrit dans la Constitution comme un droit fondamental avec des moyens associés. L'accès libre et gratuit à la contraception, sous toutes ses formes et sur tout le territoire, sera garanti. Sur le délai de recours à l'IVG, comme le recommande le Planning familial, la France s'alignera avec les pays européens les plus progressistes, en vertu de la « clause de l'Européenne la plus favorisée ». Les femmes ne pourront se voir refuser d'exercer leur droit de façon égale sur l'ensemble du territoire par des délais d'accès à l'IVG qui les en empêcheraient.

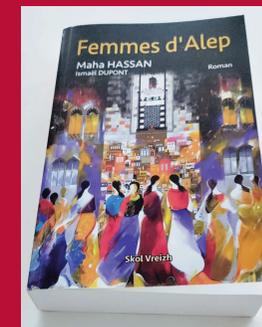
Et dans le programme Nupes, chapitre 7, nous nous engageons à :

- Renforcer le réseau des centres IVG en ouvrant un centre par hôpital et supprimer la double clause de conscience des médecins.
- Constitutionnaliser la non-marchandisation du corps humain et le droit fondamental de disposer de soi en toutes circonstances.
- Ajouter dans la Constitution le droit à la contraception et à l'interruption volontaire de grossesse (IVG).

Avec le PCF nous continuons à unir nos voix à celles des associations féministes avec le collectif : « Avortement en Europe, les femmes décident » : Nous dénonçons cette horrible décision de la Cour suprême des États-Unis sur l'avortement qui est une atteinte historique aux droits des femmes.

Nous sommes solidaires des femmes aux États-Unis, en Ukraine, en Pologne, en Afghanistan... et appelons toutes et tous les progressistes pour que ce droit fondamental à disposer de son corps soit reconnu pour TOUTES les femmes de par le monde. ✪

Hélène Bidard
membre du CEN



Femmes d'Alep de Maha Hassan et Ismaël Dupont

Ce roman dévoile les vies fracassées des habitant(e)s de Syrie. Dans une région depuis longtemps déchirée par le colonialisme, les guerres et les antagonismes religieux, il aborde la condition féminine et le poids des traditions, les exils et les problèmes d'identité. 480 p, 22 euros.

Editions Skol Vreizh
Contact : dupont.ismael@yahoo.fr

Pyrénées-Orientales

Enfin revenue, la Fête du Travailleur Catalan

C'était un grand bonheur, vendredi 1^{er} et samedi 2 juillet, pour les communistes des Pyrénées-Orientales et leurs amis d'ouvrir à nouveau à tous leur terrain du Bocal du Tech, à Elne, et d'y retrouver la traditionnelle Fête du Travailleur Catalan. Retour empreint de gravité car le PCF et la CGT y célébraient un hommage à Philippe Galano, disparu brutalement en janvier 2021. Une plaque à sa mémoire a été posée sur la voiture corail, installée au terrain pour accueillir les artistes invités.

La Fête, en ce juillet 2022, a repris ses droits. Plusieurs groupes musicaux l'ont joyeusement animée ; le vaste terrain favorise les balades, en famille ou en amoureux ; les restaurants affichent les produits locaux : agneau catalan, fideua, charcuterie du pays, fromages et bunyettes. Stands d'associations, coin librairie...

Mais la Fête du Travailleur Catalan c'est aussi et avant tout un grand moment politique. Un moment important quand on peut se réjouir de la présence d'un nombre non négligeable d'élus de gauche et d'un groupe animé par les communistes à l'Assemblée nationale. Un moment lourd pour les communistes et la gauche dans ce département où les quatre députés sont membres du Rassemblement national. Sans que ce soit une totale nouveauté. Il y a déjà eu au temps passé un député FN, élu aussi au conseil régional du Languedoc-Roussillon. Attachement au colonialisme, aggravation de la misère, abstention massive se conjuguent ainsi pour nous faire tomber au plus bas.

C'est dur, mais cela donne aussi l'envie de se battre et d'évoquer divers sujets : l'éducation, vendredi, avec Stéphane Bonnelly. Autour de l'agriculteur André Trives, la précarité alimentaire et les problèmes de l'agriculture : disparition des terres, recul organisé du soutien au bio... Avec Serge Regourd, vice-président à la culture du Conseil régional d'Occitanie et fort d'une solide expérience, un mot d'ordre clair : pas la culture qui se soumet au « populaire », mais le populaire qui bénéficie de la culture, dans tous ses aspects et toute sa richesse.

Pour entrer encore plus en politique, la Fête accueillait au nom de la direction nationale du Parti notre camarade Guillaume Roubaud-Quashie. Le moment d'amorcer la réflexion que tous attendent, que beaucoup veulent mener. Quelle gauche ? Comment reconstruire l'espoir ? Quels liens entre la situation française et celle d'autres pays ? Notre fil directeur :

les besoins de la population française, la paix dans le monde. Guillaume énumère les dix mesures allant dans ce sens que vient d'adopter le Conseil national du PCF. Le débat fait surgir des points sensibles : le dirigeant syndical insiste sur le lien entre les revendications du syndicat et les exigences du PCF. On souhaite la reprise et l'intensification de l'action, tant des actifs que des retraités, on évoque les manifestations communes avec l'Espagne proche. Une militante insiste : il faut interpellier Macron, qui est co-prince d'Andorre, pour qu'il agisse en faveur des femmes andorranes à qui l'interruption de grossesse est encore totalement interdite. Guillaume a cité Maïakovski : il nous faut extorquer la joie. ✪

Yvette Lucas

membre du secrétariat national de l'Amicale des Vétérans et de la mémoire militante



Une catastrophe naturelle et sociale

Le lundi 20 juin au soir, un orage de grêle accompagné de vents très violents ravageait tout un secteur de la Double en Périgord, particulièrement les communes de Vanxains et Ribérac. Aussitôt, les camarades de Périgueux, à 50 kilomètres de ces communes, se sont organisés pour aller prêter main-forte à Vanxains (moins de 800 habitants, répartis sur près de 36 km²). Le samedi matin, un petit groupe se retrouvait sur place avec le matériel nécessaire souvent mis à disposition par d'autres camarades : pelles, seaux, râteliers, poubelles, gants... Un petit détour par la mairie qui coordonnait les secours pour savoir où intervenir, et voici les 5 camarades partis sur un hameau de la commune de Vanxains comprenant une vingtaine de foyers.

Répartis en deux groupes, ils ont fait le tour des habitations du lieu-dit assigné. Ils ont beaucoup entendu le désarroi des sinistrés. Les renseignements pris ont permis à la municipalité de recenser les besoins les plus urgents. Après le repas offert par la municipalité, ils sont retournés au hameau pour mieux coordonner les interventions entre voisins et s'occuper du nettoyage des jardins et cours. Le lundi suivant, deux autres camarades bûcherons y retournaient, avec le matériel pour tronçonner les arbres afin d'« aider les agents du service des routes », a reconnu sans ambages la mairie.

Devant l'ampleur des dégâts provoqués par cette tempête sur l'intégralité du territoire communal, la toute petite équipe municipale ne pouvait faire face à tout. En cause, l'impact de la baisse constante des fonctionnaires territoriaux. Or on sait que ces épisodes extrêmes sont appelés à se reproduire de plus en plus fréquemment du fait du réchauffement climatique. Comme le stipule le dernier rapport du GIEC, il n'y aura pas de transition écologique sans justice sociale.

Durant cette journée, les habitants feront part de leur désarroi et de leur isolement : toits transformés en dentelle sous le pilonnage des grêlons, vitres explosées, routes barrées par des chutes d'arbres, voitures dévastées et inutilisables, réseaux téléphoniques et Internet à l'arrêt.

Plusieurs témoignages sont éloquentes : « Il n'y a plus d'État providence ». « Où passent nos impôts ? ». Certains sinistrés ne cachent pas leur animosité envers la politique gouvernementale.

Pour exemple, le préfet de la Dordogne n'a toujours pas classé ces événements en catastrophe naturelle. Pourtant, entre 80 à 100 % des terres et bâtiments agricoles ont été ravagés. Beaucoup d'agriculteurs ne sont pas assurés par manque de moyens et ne pourront remettre en état leurs infrastructures.

Les jours suivants, les pluies continuaient de ravager les intérieurs des maisons. Ces événements nous rappellent combien l'adaptation passera par l'entraide, mais surtout par le maintien et le renforcement des services publics de proximité. Merci pour l'accueil chaleureux des habitants et pour les 300 euros reçus à la fédération périgourdine du PCF pour les sinistrés. ✪

Julien Gares
et **Isabelle Vitté**

responsables de la section de Périgueux



PCF SOUSCRIPTION (cliquez)

Cette contribution est essentielle au fonctionnement du PCF et à son intervention dans le débat politique traversé par une large et profonde colère sociale. C'est un enjeu démocratique majeur à l'heure où tout est mis en œuvre pour réduire le débat politique au face-à-face Macron-Le Pen.

Je verse: €

Ma remise d'impôt sera de 66 % de ce montant.

NOM : PRÉNOM :

ADRESSE :

CODE POSTAL Ville

Chèque à l'ordre de "ANF PCF"

2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19

Léna Raud devient secrétaire nationale de l'UEC

À l'issue du Conseil national élargi du Mouvement jeunes communistes de France des 2 et 3 juillet 2022, l'Union des étudiant·e·s communistes a réaffirmé son ambition de renforcement et de structuration des étudiants et des étudiantes. Au terme de ses travaux, le Collectif national de l'UEC a élu secrétaire nationale de l'UEC Léna RAUD, étudiante en master 2 professionnel des métiers de la production théâtrale.

Elle prend la suite de Jeanne Péchon, à la tête de l'UEC depuis le 31 octobre 2020, que nous remercions pour le travail accompli.

Ce renouvellement marque un nouveau chapitre pour l'UEC qui devra travailler à la consolidation de la branche étudiante afin de répondre aux défis de l'enseignement supérieur et redonner confiance en la politique aux étudiants et étudiantes. Qualité des formations et de la recherche, fin de la sélection, services du CROUS, revenu étudiant... Autant de batailles que mèneront les étudiants communistes tout au long de l'année, dans toute la France via un militantisme quotidien sur les établisse-



ments d'enseignement supérieur et les cités universitaires.

Retrouvez l'UEC et sa coordination nationale renouvelée dès les 13 et 14 juillet prochains, lors de son bal populaire place des Abbesses à Paris.

Léna Raud : « Avec ce renouvellement, nous comptons bien déployer nos forces pour mener à bien tous les défis qui se tiennent devant l'UEC. » ✪



COMMUNISTES

2, place du Colonel-Fabien - Paris 19^e
COMITÉ DE RÉDACTION : Igor Zamichiei (directeur),
Gérald Briant, Yann Henzel, Amado Lebaube, Méline Le Gourrière,
Léna Mons, Rachel Ramadour. RÉDACTION : Gérard Streiff
Mèl : communistes@pcf.fr
RELECTURE : Jacqueline Lamothe
MISE EN PAGE ET MISE EN LIGNE : Zouhair@NAKARA.info (Tél. : 06 07 99 90 81)
Publication du PCF sous Creative Commons BY-NC-SA

Ne pas abandonner le peuple palestinien !

Une délégation du PCF conduite par Mathilde Caroly¹ (responsable Palestine) a séjourné à Jérusalem-Est et en Cisjordanie dans le cadre des initiatives de coopérations décentralisées impulsées par l'Association pour les jumelages entre les camps de réfugiés palestiniens et les villes françaises (AJPF).



La visite de différents camps de réfugiés, Balata et d'El Far'ah près de Naplouse, celui de Jalazone à Ramallah et celui d'Aïda près de Bethléem, a permis de réaffirmer l'engagement du PCF sur la question du droit au retour des réfugiés palestiniens, qui est un droit inaliénable et dont le règlement est essentiel.

La situation dans les camps s'est dégradée à la suite de la crise du Covid, de la guerre en Ukraine mais, comme l'a rappelé la représentante de l'UNRWA, à la suite de la suppression de la contribution des États-Unis après l'élection de Donald Trump. Même si l'administration Biden l'a relevée, elle n'est pas à la hauteur.

La colonisation, et le morcellement de la Cisjordanie que cela entraîne, a été accélérée, rendant les déplacements pour les Palestiniens de plus en plus contraignants. La présence de l'armée israélienne, en zone A², est de plus en plus fréquente, tous les jours, des assassinats sont commis, des incursions ont lieu dans les camps où l'armée détruit des mai-

sons, arrête de manière arbitraire. Des ordres d'expulsion sont prononcés contre les habitants de Sheir Jarrah, quartier de Jérusalem-Est que nous avons visité, comme dans la banlieue d'Hébron contre les Druzes. Tout ceci se pratique en violation du droit international.

La délégation a réaffirmé le soutien du PCF aux 6 ONGs qui ont été interdites par Israël, notamment Addameer, une ONG de défense des prisonniers politiques palestiniens dans laquelle Salah Hamouri exerçait en tant qu'avocat, avant sa dernière incarcération.

À travers les rencontres avec les différents partenaires du PCF, le Parti populaire palestinien (PPP) à Ramallah et le Parti communiste israélien (PCI) à Jérusalem, la délégation a mesuré l'impasse politique dans laquelle ils se trouvent.

En Palestine, les élections prévues l'été dernier n'ont pas eu lieu et ont renforcé dans la population le sentiment de perte de légitimité des autorités. Malgré tout, la demande d'unité entre l'Autorité palestinienne et



le Hamas demeure très forte. Si les Palestiniens condamnent l'invasion de l'Ukraine, ils constatent avec une très grande déception que les sanctions légitimes qu'ils réclament depuis des années à l'égard d'Israël n'aboutissent pas quand, dans le même temps, des sanctions à l'égard de la Russie sont mises en place très rapidement.

Du côté israélien, le gouvernement vient d'être dissout et le pays va vivre ses septièmes élections en 6 ans, un retour de Benjamin Netanyahu au pouvoir n'est pas exclu. Aïda Touma, députée de la Joint List à la Knesset, nous a précisé que la coalition Bennett-Lapid qui vient d'être dissoute avait poursuivi à appliquer la même politique néolibérale et de colonisation des Territoires occupés que les précédents gouvernements d'extrême droite.

La loi État-Nation votée en juillet 2018 consacre une vision ethniciste d'Israël, remettant en cause les principes ayant présidé à la fondation d'Israël et affirme la volonté d'apartheid en Israël.

Tous ces échanges ont permis de réaffirmer l'engagement du PCF pour la reconnaissance par la France de l'État de Palestine, pour la suspension de l'accord d'association entre l'Union européenne et Israël en vertu de son article 2 qui demande à chaque partie le respect des droits de l'homme, dans la campagne pour l'Initiative citoyenne européenne qui est lancée depuis février pour demander l'interdiction des produits des colonies. ✪

Mathilde Caroly

responsable du collectif Palestine du PCF

1. Avec Félix Atchadé (responsable Afrique), Méline Le Gourrierc (responsable du sous-continent indien), Pascal Torre (responsable Maghreb-Moyen Orient).

2. Les accords d'Oslo ont divisé les territoires occupés en 3 zones : zone A : sous administration civile et sécuritaire palestinienne ; zone B : sous administration civile palestinienne et sous administration militaire israélienne ; zone C : sous contrôle israélien total.